

CONCLUSION

Pierre BÉGUÉ *

Par le hasard des circonstances le thème initialement choisi pour cette séance sur les financements innovants s'est retrouvé face à la maladie à virus Ébola (MVE) dont l'épidémie revêt en 2014 une ampleur jusqu'à présent jamais observée. Dans un temps très restreint pour cette séance portant sur un sujet d'une préoccupante actualité, les aspects essentiels ont été abordés avec le souci d'être auprès des acteurs évoluant sur les terrains de cette épidémie. En voici les points forts tels qu'ils ressortent des différentes interventions.

M. Douste-Blazy a dépeint de façon convaincante l'action récente et originale de l'UNITAID dans le monde. Cet organisme illustre l'exemple d'une mondialisation de la solidarité dorénavant nécessaire, comme le démontre l'actuelle épidémie à MVE.

Marc Gentilini a recommandé la mise en place rapide des centres de prise en charge des malades atteints de MVE, dans les pays d'Afrique actuellement concernés. Cette mesure peut faire rapidement baisser la mortalité, à la condition d'être instaurée sans délai. Henri Agut, après avoir décrit les principales caractéristiques du virus Ébola, a souligné la relative fragilité de ce virus. Il a insisté sur l'intérêt du diagnostic par PCR grâce à des unités mobiles de diagnostic virologique. François Bricaire a brossé le tableau clinique de la maladie, souvent peu expressif au début, de type pseudo-grippal : il préconise une définition précise des cas. En vue d'une meilleure prévention il a recommandé que les tenues des soignants soient mieux adaptées, tant pour faciliter l'habillage que le déshabillage, afin de ne pas disséminer l'infection entre eux et dans le voisinage. Le repérage aux aéroports des personnes suspectes d'être infectées a suscité une forte inquiétude dans beaucoup de pays. M. Mancion a rapporté son expérience des aéroports de Paris Roissy et de Conakry. L'organisation du dispositif de contrôle des voyageurs permet, à ses yeux, de rassurer le public et les autorités.

Une présentation très attendue a été celle de Mr A. Sidibé Diakité, Inspecteur général de la santé en Guinée, en charge de l'épidémie dans son pays. Il a retracé le déroulement de cette épidémie, dont il ressort un fait très important, à savoir le retard au diagnostic, puisque trois mois se sont écoulés entre le début de l'épidémie

* Membre de l'Académie nationale de médecine

fin décembre 2013 et le premier cas identifié en mars 2014. Ce retard explique, en partie, l'extension de la MVE aux grandes villes des trois pays voisins : Guinée, Libéria, Sierra Leone. Il s'agit ainsi d'une épidémie urbaine, touchant des milliers de personnes, bien différente des épidémies antérieures cantonnées à des villages isolés en forêt. Les personnes préfèrent souvent décéder chez elles plutôt qu'à l'hôpital. Les malades n'étant pas toujours identifiés, les enterrements sont la source d'une diffusion de l'infection à virus Ébola, aggravée par les rites funéraires. L'orateur a beaucoup insisté sur la difficulté qu'il rencontre dans son pays pour contrôler les personnes en contact, du fait du manque de personnel expérimenté et de matériel adéquat. Il déplore aussi le retentissement de cette maladie sur les échanges entre les pays, ce qui a un fort impact économique et politique.

Les essais thérapeutiques ont été abordés par Denis Malvy qui a surtout décrit les protocoles de traitement de l'INSERM par les antiviraux, isolés et surtout associés. Ils sont en phase 1 et parfois 2, mais les populations sont parfois hostiles, redoutant les effets indésirables. Les vaccins en cours, très attendus aussi, n'ont pas été abordés.

La séance a été close par la présentation de Madame A. Bideau sur l'action de la Croix-Rouge française (CRF). La stratégie de la CRF repose sur la création des centres, l'information, le suivi des contacts, la gestion des enterrements et le suivi psycho-social, grâce à l'aide des volontaires.

Cette séance a démontré l'urgence d'organiser dans les pays atteints par l'épidémie à MVE la création de centres de traitement et d'isolement. Une aide internationale est nécessaire, mais pour qu'elle soit efficace elle devrait bénéficier de financements issus d'une structure indépendante, pour ne pas être pris de court par l'extension rapide d'un fléau aussi dramatique que celui qui se déroule actuellement sous nos yeux.